

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
19 rue de Ciron  
Bâtiment A  
81013 Albi Cedex  
uid-81-12.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Albi, le 9 octobre 2025

## Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/09/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SECHE ECO SERVICES**

Lieu-dit Montplaisir

12110 Viviez

Références : 12-Déchets-2025-76

Code AIOT : 0003703020

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2025 dans l'établissement SECHE ECO SERVICES implanté Lieu-dit Montplaisir 12110 Viviez.

La visite s'inscrit dans le plan pluriannuel de contrôle 2025 pour une installation dite prioritaire national avec une inspection par an.

La dernière inspection du site date d'août 2024.

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SECHE ECO SERVICES
- Lieu-dit Montplaisir 12110 Viviez
- Code AIOT : 0003703020    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

La société Séché EcoServices est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets dangereux (rubrique 2760-1) située au lieu-dit "Montplaisir" sur la commune de Viviez (12110).

L'établissement comprend les installations suivantes :

- une installation de stockage de déchets dangereux constituée de 6 casiers hydrauliquement indépendants représentant une capacité totale de 1 370 700 m<sup>3</sup> et 2 340 000 t;

- un bassin de stockage des eaux pluviales de 3 300 m<sup>3</sup>;
- un bassin de stockage des eaux souterraines de 990 m<sup>3</sup>;
- un bassin de stockage de lixiviats de 600 m<sup>3</sup>;
- une base vie comportant le laboratoire du site.

Les déchets pouvant être admis sur l'installation de stockage sont les déchets dangereux suivants:

- les déchets issus d'opération de dépollution;
- les sédiments pollués;
- les boues issues du traitement des eaux appelé «THR».

## **Thèmes de l'inspection : Déchets**

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

#### **2-2) Bilan des constats hors points de contrôle**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	VLE des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 4.4.2.1	Demande d'action corrective	1 Mois
3	Entretien des abords	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 8.6.6	Demande d'action corrective	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Origine des déchets	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 1.4.3	
4	Gestion de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 9.1.5.2	
5	Réaménagement du casier de déchets	AP Complémentaire du 05/11/2024, article 2	
6	Bordereau de suivi des déchets – Trackdéchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats


L'inspection a constaté que les analyses de juin 2025 sur les rejets d'eaux au point n°2 montrent un dépassement des valeurs limites de rejet, et que le débroussaillage et l'entretien des abords pourraient être améliorés. A l'exception de ces deux constats, l'exploitation du site n'appelle pas de commentaire, principalement en raison de son inactivité depuis le début de l'année : pas de stockage de déchets.

## 2-4) Fiches de constats


### N° 1 : Origine des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 1.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Gestion des déchets admis
<b>Prescription contrôlée :</b> Peuvent être admis sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté les déchets en provenance : - des communes de la communauté de communes « Decazeville Communauté », - du département de l'Aveyron et du Lot uniquement pour les sédiments pollués issus de la rivière « Lot ». Dans une logique de proximité et de bassin de vie, la provenance des déchets pourra être élargie à des territoires intercommunaux voisins de la communauté de communes « Decazeville Communauté » sous réserve de l'accord préalable du Préfet, sur la base d'une demande qui lui sera adressée 6 mois au moins avant la réception des déchets.
<b>Constats :</b> Depuis le début de l'année 2025 il n'y a eu aucun apport de déchets sur le site. Sur la déclaration GERE de <b>2024</b> , il est indiqué <b>1733</b> tonnes de déchets entrants sous le code <b>17 05 03*</b> , en provenance de <b>Paris</b> , siège de la société UMICOR (75003 Paris) en charge des travaux de dépollution.. Selon les BSD <i>Trackdéchets</i> fournis par l'exploitant par courriel du 22 septembre, les déchets entrants proviennent des "jardins de Viviez", dans l'Aveyron. Les travaux de dépollution des jardins de Viviez sont réalisés par la société UMICOR.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


## N° 2 : VLE des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 4.4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter, en entrée THR ou avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Valeurs limites applicables à l'entrée du THR - point de contrôle n°1 Les valeurs en entrée THR s'appliquent sans préjudice de la convention établie entre l'exploitant et le gestionnaire de la station de traitement. [Cf. tableau de l'AP] Valeurs limites applicables au rejet dans le Riou Mort - point de contrôle n°2 [Cf. tableau de l'AP]
<b>Constats :</b> Les analyses des eaux ont été réalisées par le laboratoire <i>Eurofins</i> (Saverne - 67) conformément à la prescription sur les deux points de contrôles. Les données ont été saisies dans GIDAF. Les analyses du 26 juin relatives au rejet dans le Riou Mort (point de contrôle n°2) montrent des dépassement de valeurs limites sur : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'arsenic : 24 pour 10 µg/l</li><li>- le plomb : 39 pour 10 µg/l</li><li>- les MES : 13 pour 10 mg/l.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant informe sous un mois l'Inspection sur les causes éventuellement connues de ces dépassements et sur les mesures correctives qu'il a mises en place, le cas échéant.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois

### N° 3 : Entretien des abords

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 8.6.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Dispositions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant effectue un débroussaillage régulier : <ul style="list-style-type: none"><li>- des abords de son site sur une profondeur de 50 mètres ;</li><li>- des bordures des voies de circulation sur une largeur de 2 mètres.</li></ul>
<b>Constats :</b> Selon l'exploitant, le dernier entretien du site a été réalisé début 2025. Il n'a pas renouvelé cet entretien au cours de l'année en raison des risques d'incendie dus à l'entretien mécanique exécuté lors d'une longue période sèche : étincelles et départ de feu de broussailles.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant de réaliser l'entretien des abords et des voies de circulation sous trois mois.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 Mois

#### N° 4 : Gestion de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2019, article 9.1.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Exploitation du stockage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le site fait l'objet d'un suivi géotechnique trimestriel pour :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- évaluer l'efficacité des systèmes de drainage,</li><li>- suivre la stabilité de l'ouvrage.</li></ul> <p>Le site est instrumenté avec :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- des inclinomètres,</li><li>- des cellules de pression interstitielle,</li><li>- des tassomètres,</li><li>- des plots topographiques .</li></ul> <p>La validation du dispositif d'instrumentation est réalisée au démarrage puis confirmée périodiquement par un bureau de contrôle ou une société de vérification.</p> <p>Les résultats des contrôles trimestriels font l'objet d'une synthèse annuelle qui contient une interprétation des résultats conclusive portant sur les deux objectifs visés ci-dessus et qui fait partie du rapport annuel mentionné à l'article 2.9.2.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le suivi géotechnique trimestriel a été réalisé en 2025 par les bureaux d'étude <i>ANTEA</i>, <i>Arkogéos</i> et par <i>Séché Eco Service</i>. L'exploitant a transmis ces contrôles par courriel du 22 septembre :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• le suivi de février, juillet et septembre 2025 des plots de la digue,</li><li>• les graphiques bruts des pressions interstitielles, non datées,</li><li>• le suivi des inclinomètres d'avril et juillet 2025,</li><li>• les graphiques d'évolution verticale des plots (tassements en mètres) de février et juillet 2025.</li></ul>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 5 : Réaménagement du casier de déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/11/2024, article 2

Thème(s) : Risques chroniques - Réaménagement

### Prescription contrôlée :

L'article 9.2.1 des prescriptions techniques de l'arrêt préfectoral d'autorisation du 21 octobre 2019 est remplacé par l'article suivant :

« Le réaménagement du stockage de déchets dangereux a pour objectif :

- d'assurer l'isolement du site vis-à-vis des eaux de pluie ;
- d'intégrer le site dans son environnement ;
- de garantir un devenir à long terme compatible avec la présence de déchets ;
- de faciliter le suivi des éventuels rejets dans l'environnement.

Lorsque la cote maximale autorisée pour le dépôt de déchets est atteinte et cela quel que soit le nombre d'alvéoles superposés, une couverture finale est mise en place pour empêcher l'infiltration d'eau de pluie ou de ruissellement vers l'intérieur de l'installation de stockage. La couverture finale est mise en place au plus tard 8 mois après avoir atteint la cote maximale. Dans l'attente de sa mise en place, une couverture provisoire est installée.

La couverture finale présente une pente d'au moins 5 % et doit être conçue de manière à prévenir les risques d'érosion et à favoriser l'évacuation de toutes les eaux de ruissellement vers le fossé extérieur de collecte signalé à l'article 18.

La couverture a une structure multicouche et comprend au minimum (du haut vers le bas) :

- une couche d'au moins 30 centimètres d'épaisseur de terre arable végétalisée, permettant le développement d'une végétation favorisant une évapo-transpiration maximale ;
- un niveau drainant d'un coefficient de perméabilité supérieur à  $1.10^{-4}$  mètre par seconde capable de drainer les eaux météoriques ayant traversé la couche de matériaux à végétaliser composée :
  - soit de matériaux naturels d'une épaisseur minimale de 0,5 m ;
  - soit d'un géocomposite de drainage équipé de minidrain collecteurs. Dans ce cas, l'exploitant justifie auprès de la préfecture la capacité drainante et la perméabilité du géocomposite.
- un écran imperméable composé d'une géomembrane et d'une couche de matériaux d'au moins 1 mètre d'épaisseur, caractérisé par un coefficient de perméabilité au maximum de  $1.10^{-9}$  mètre par seconde ;
- une couche drainante permettant la mise en dépression du stockage.

Les drains de la couverture finale sont reliés au fossé extérieur de collecte mentionné à l'article 4.3.2.2 du présent arrêté.

La couverture végétale est régulièrement entretenue. La liste des plantations et ensemencements liés à la remise en état devra être transmise au service chargé de l'écologie pour validation. L'utilisation de *Robinia pseudacacia* et de *Populus nigra italica* est à proscrire.

Au plus tard six mois après la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant confirme l'exécution des travaux et transmet au Préfet un mémoire descriptif des travaux réalisés et le plan topographique de l'installation comportant :

- l'ensemble des aménagements du site (clôture, végétation, fossés de collecte des différentes eaux, limite de couverture, bassins de stockage, etc.) ;
- la position exacte des dispositifs de contrôle y compris ceux dont la tête est dissimulée par la couverture (puits de contrôle, buses diverses, etc.) ;
- la projection horizontale des réseaux de drainage ;
- les courbes topographiques d'équidistance un mètre.

Le réaménagement respecte le plan prévisionnel joint en annexe X. »

### Constats :




Sans objet : aucun réaménagement n'est prévu à ce jour, même localement, la capacité du casier n'étant pas atteinte.  
Les apports de 2024 sont recouverts provisoirement par une géomembrane PEHD d'un millimètre d'épaisseur. Cf. photos.

**Respect de la prescription :** 

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 6 : Bordereau de suivi des déchets – Trackdéchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Traçabilité des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
<b>Constats :</b> Dans la mesure où aucun déchet n'a été enfoui dans le casier en 2025, l'exploitant n'a pas de registre de l'année en cours à présenter.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## Planche photographique associée à la visite d'inspection

### N° 5 Réaménagement du casier de déchets



casier\_actuel\_(1).jpg



casier\_actuel\_(6).jpg